

## ESPAGNE :

# EXCEPTION ET ORGANISATION DE LA LUTTE

Sur l'échec populaire de 1939, l'oligarchie espagnole entreprit une reconstruction basée sur les aberrations économiques de l'autarcie et d'une gigantesque démagogie, erreurs économiques absolument nécessaires pour payer une nouvelle classe de bureaucrates, héritiers de la victoire militaire, au service de la minorité des grands capitalistes.

La mise en place de l'enrichissement de ces couches bureaucratiques, le peuple travailleur, démuné des instruments élémentaires de défense, dut les payer par une incroyable exploitation.

L'accumulation capitaliste des années 40 et 50 fût réalisée brutalement par l'oligarchie espagnole : une répression politique fut la seule riposte aux souffrances populaires. Ce que la bourgeoisie des autres pays réaliseront par l'insécurité, le parlementarisme et <la> démocratie bourgeoise, la bourgeoisie espagnole, sous la direction du capital monopoliste, le fit par l'expédient facile de l'emprisonnement, la torture et l'élimination physique du mouvement ouvrier et populaire.

Au bout de quelques années, en 1958, on en est venu à dire que tout le chemin parcouru fut équivoque, que le toit prenait l'eau, que l'inflation ruinait le système. L'oligarchie monopoliste pouvait déjà faire passer au second stade la bureaucratie fasciste ; elle réclamait un contrôle plus direct de l'appareil de l'Etat afin d'imposer une meilleure orthodoxie économique par le biais de ses équipes ou bureaucrates. Elle mettait en avant le programme des pays impérialistes d'Occident, la société de consommation et d'abondance, mais pour arriver à cela, de nouveaux et divers sacrifices étaient nécessaires. La classe des travailleurs éprouvait le plan de stabilisation, amorcé et remanié par les vieilles et les nouvelles lois et institutions répressives. La loi de l'Ordre Public et des Conseils de guerre furent les nouveaux termes du « dialogue » avec lesquels la minorité capitaliste préparait son entrée dans les organismes économiques internationaux. La classe ouvrière subit la stabilité dans la faim, le chômage et l'émigration.

En 1962, dans le sillage du courant expansif de l'économie, les travailleurs s'exprimèrent par le mouvement de grève de plus grande envergure qu'ait connu le

franquisme. Ce fut un mouvement en bonne partie spontané et sans objectifs définis, ni organisation consolidée ; mais l'arrivée dans la lutte de nouvelles couches prolétariennes, d'une nouvelle implantation, furent significatives.

Les Commissions ouvrières qui, dans les années passées, avaient commencé à s'étendre dans tous les centres industriels du pays, furent la riposte organisée que les travailleurs opposèrent aux plans oligarchiques du développement monopoliste. En tant qu'organes unitaires et représentatifs, la classe ouvrière rencontra, dans les Commissions ouvrières, l'encadrement de masses que les contradictions capitalistes rendaient nécessaire et possible ; l'intelligente combinaison de l'action légale et illégale, la sortie de clandestinité, le rassemblement dans les Commissions des travailleurs les plus conscients et combatifs, l'assaut du secteur vertical aux élections syndicales fût l'apogée d'une tactique qui s'est révélée la plus rentable pour la classe ouvrière dans les actuelles contradictions capitalistes. Le rapport de forces défavorable établi par l'échec de 1959 pouvait basculer en faveur de la classe ouvrière.

Après cinq ans de « planification indicative », l'oligarchie, incapable de résoudre les problèmes de structure de l'économie, avoue par la bouche de ses technocrates que le prétexte de l'expansion n'est pas justifiable. Et à nouveau, elle veut se décharger sur les travailleurs du poids d'une seconde stabilisation plus dure, plus exigeante, et moins préparée que la première. Les dernières mesures économiques du Gouvernement, montrent ainsi devant tout le peuple, le caractère dictatorial des nouvelles équipes de technocrates. La bureaucratie verticale se voit plus clairement que jamais confirmée dans son triste rôle de totale inutilité, tant qu'elle ne peut même pas justifier son existence comme « négociateur » des Conventions Collectives, pas plus qu'elle ne peut s'assurer le contrôle répressif des travailleurs, progressivement organisés à leur tour dans leurs commissions.

La maturité dont la classe ouvrière a fait preuve dans les dernières actions de masse met dans une situation chaque fois plus difficile les plans du capital monopoliste. La situation économique à laquelle le pays fut contraint par le

gouvernement et leur solde de technocrates leur fût nécessaire pour continuer l'irresponsable accumulation capitaliste que l'oligarchie réclamait. Mais actuellement, la classe ouvrière s'appuie sur un principe d'organisation, les Commissions ouvrières qui peuvent donner à ces plans une riposte distincte de celle qu'elles obtinrent en 1958.

Dans les Commissions, les difficultés actuelles servent pour croître en organisation, combativité et efficacité. Pour cela, il est nécessaire d'analyser et d'approfondir le sens le plus authentique et le plus valable des Commissions ouvrières.

Il est certain que les conditions sont aujourd'hui beaucoup plus favorables pour la lutte qu'elles le furent en 1958. Mais de la façon juste par laquelle les commissions s'adressent à toute la masse des travailleurs, par laquelle elles font face à leurs tâches d'organisation, par laquelle elles savent dégager des actuelles luttes revendicatives le maximum d'acquis révolutionnaire, il dépend que le capital monopoliste dans la péninsule ibérique réussisse sa consolidation ou que la classe ouvrière arrache ses ultimes objectifs : la construction du socialisme.

Analyser le véritable sens de l'expérience que constituent les Commissions ouvrières est une tâche urgente. Il est vrai que le syndicat de classe est le primordial et impératif objectif des Commissions ouvrières, car de sa réalisation dépendra la modification des forces nées de la guerre. Il est vrai que l'objectif de syndicat de classe est le plus fort élément unificateur pour ceux qui luttent dans les Commissions ouvrières.

Mais aussi, il est certain qu'en respectant le plus possible toutes les tendances qui s'expriment en son sein, les Commissions ouvrières ne peuvent, dans ces graves moments, se limiter à des objectifs purement économiques.

Le caractère anticapitaliste de la plus élémentaire revendication ouvrière oblige les Commissions ouvrières à découvrir devant les travailleurs les objectifs de fond de la classe ouvrière.

Les objectifs que les Commissions ouvrières peuvent faire sien sans perdre quoi que ce soit des objectifs qui, jusqu'aujourd'hui, se sont révélés valables, se concrétisent dans les exigences suivantes :

- socialisation du système de crédit et des secteurs de base de l'appareil de production et de distribution ;
- expropriation des « latifundios » des grands capitalistes agraires de constituer immédiatement de grandes

unités socialistes. Stimulation à la concentration et à la coopérativisation progressive des petites et moyennes exploitations, facilité pour constituer des centres communs de matériel agricole ;

- fusion progressive de petites et moyennes unités économiques par branches d'activité et zones géographiques pour créer des unités socialistes de dimension adéquate, du point de vue de la planification et de la productivité ;
- socialisation du terrain et monopole de la construction dans les mains de grandes entreprises socialistes comme unique moyen de supprimer la spéculation sur les terrains et donner une solution à la crise du logement social ;
- planification de la politique de transports sur des bases socialistes. Priorité aux transports publics dans les villes ;
- enseignement de base gratuit et obligatoire jusqu'à 18 ans. L'Université aux travailleurs.

Obtenir un syndicat de classe doit être défini comme un objectif intermédiaire fondamental qui permettrait aux travailleurs de progresser politiquement et de s'organiser plus efficacement pour l'objectif final : le socialisme. C'est un fait que les tâches immédiates du prolétariat s'orientent vers la conquête des libertés essentielles. Il faut conquérir les libertés d'expression, de propagande, de réunion... c'est une nécessité première, un moyen indispensable pour que les travailleurs accélèrent leur développement organisationnel et l'élévation de leur expérience politique. C'est pourquoi les commissions ouvrières doivent lutter sur ces objectifs. Elles doivent donner aux travailleurs une capacité théorique qui leur permet d'élaborer et d'exprimer les objectifs stratégiques et finaux et une capacité pratique qui leur permet de s'implanter et de diriger les actions concrètes à tous niveaux dans leur stratégie de prise de pouvoir. Le contenu des commissions ouvrières se définit surtout par une série de facteurs dont le principal est sans aucun doute la capacité qu'ont les groupes révolutionnaires à impulser, diriger, coordonner la lutte.

Les commissions sont des organisations de masse ; en ce sens elles ont un programme minimal. Mais si les groupes révolutionnaires n'imposent pas une radicalisation des objectifs, l'organisation de masse tombera sous l'emprise des manœuvres bureaucratiques de la bourgeoisie. C'est au cours de la lutte que s'opère la

différence. La dynamique même du combat amène les réformistes à se

révéler et à démontrer leur caractère objectif de collaborateur de classe.

---

***Après les meetings en province:***

**4 h. pour l'ESPAGNE le 29 Avril  
à la Mutu. de 19 h. à 23 h.**



*L'Étudiant de France*  
Nouvelle série n° 7 . Avril 1969  
Page 8